

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 24/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Sictom de la zone de Dole**

22 Allée du Bois  
39100 Brevans

Références : EB/MB/2025/L\_70  
Code AIOT : 0005904101

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement Sictom de la zone de Dole implanté Rue de Fragnot 39410 Saint-Aubin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection portait sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° AP-2024-39-DREAL du 23 juillet 2024. Elle a principalement porté sur la situation réglementaire de l'établissement et les dispositions de sécurité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sictom de la zone de Dole
- Rue de Fragnot 39410 Saint-Aubin
- Code AIOT : 0005904101

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SICTOM de la zone de Dole est autorisé sur la commune de Saint-Aubin à exploiter une déchetterie accueillant principalement des déchets verts, des cartons, des gravats par arrêté préfectoral n° AP-2024-39-DREAL du 23 juillet 2024.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Conformité au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 1.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8	Sans objet
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Sans objet
3	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet
6	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Sans objet
7	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet
8	Plan des locaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et schéma des réseaux	article 22	
10	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° AP-2024-39-DREAL du 23 juillet 2024. Cependant, la déchetterie de Saint-Aubin n'est pas exploitée conformément aux plans et données techniques du dossier d'enregistrement initial, déposé le 8 juin 2023 et complété le 26 février 2024. En effet, des déchets de polystyrène, non prévus dans le dossier, sont actuellement acceptés sur le site.

Afin de régulariser cette situation et de prendre en compte le risque incendie associé, un dossier de modification doit être soumis au préfet, incluant les mesures de prévention nécessaires.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection la date de début d'exploitation de l'installation, à savoir le 4 décembre 2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.
<b>Constats :</b>  L'installation est exploitée sous la supervision constante d'un agent de déchetterie, fort de 5 ans d'expérience dans le secteur des déchets. Cet agent a suivi les formations nécessaires, en particulier sur les risques chimiques et d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des

<p>caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a recensé les zones de son exploitation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. Celles-ci sont reportées sur un plan affiché à l'entrée de l'installation. Des zones à risque d'incendie ont été recensées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une réserve souple est installée sur le site pour faire face aux risques d'incendie. L'exploitant ajoutera à son recensement le risque d'écoulement et de déversement accidentel lié à la présence de cette réserve d'eau. Ce risque sera clairement indiqué sur le site, à l'aide d'un panneau conventionnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Clôture de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture neuve et d'un portail. Ce dernier est fermé en dehors des heures d'ouverture de la déchetterie. Le site est équipé de caméras de vidéosurveillance, celles-ci ne sont pas encore opérationnelles. Un panneau à l'entrée du site indique les heures d'ouverture de la déchetterie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Accessibilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne</p>

<p>pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plateforme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment large afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les voies de circulation sont très larges, afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés. Le jour de l'inspection, la circulation des usagers est fluide. Un panneau indiquant la limitation de vitesse à 15 km/h est apposé à l'entrée du site.</p> <p>La circulation sera balisée au sol, à terme, par des flèches. Les bâtiments et aires de stockage sont accessibles directement depuis la voirie pour permettre l'intervention des services de secours et incendie.</p> <p>Le local du gardien est équipé d'une fenêtre offrant une vue sur l'entrée du site et l'accès aux usagers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées par Bureau Veritas Exploitation le 16 décembre 2024. Elles sont conformes aux règles en vigueur. Le rapport relatif à cette vérification fait état d'une observation relative à l'éclairage de sécurité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai de 2 mois, la justification de la levée de</p>

l'observation notifiée par le Bureau Veritas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le local du gardien est équipé d'un détecteur de fumée. Un test de fonctionnalité est prévu chaque mois. Un registre est mis en place pour consigner les résultats de ces tests ainsi que les opérations de maintenance, le cas échéant.</p> <p>Par ailleurs, les extincteurs automatiques sont installés conformément aux normes en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;</li> <li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes</li> </ul>

circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### **Constats :**

L'inspection constate :

- qu'un téléphone est à disposition pour alerter les services de secours et d'incendie ;
- que la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (PEI) ;
- qu'une réserve d'eau de 120 mètres cubes, destinée à l'extinction, est accessible et située à une distance de l'installation et qu'elle a recueilli l'avis favorable du SDIS 39 le 25 octobre 2024 ;
- que des extincteurs sont présents dans le local du gardien et le local technique, ainsi que de part et d'autre du site ;
- que le plan du site indique la position des extincteurs.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection le compte-rendu du ROI (reconnaissance opérationnelle initiale) du SDIS 39.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Plan des locaux et schéma des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions de sécurité

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.

Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.

#### **Constats :**

Le plan du site recense les équipements d'alerte et de secours, les locaux, les bennes et les risques associés.



Le plan présente le schéma des réseaux entre tous les équipements du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li> <li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>• l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>• les modes opératoires ;</li> <li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>• les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes d'exploitation sont affichées dans le local gardien, celles-ci comportent la conduite à tenir en cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'accident corporel ;</li> <li>- d'accident matériel ;</li> <li>- de déversement de substances dangereuses ;</li> <li>- d'incendie.</li> </ul> <p>Une procédure de fermeture des vannes manuelles de confinement en cas de déversement de substances dangereuses est affichée, elle s'appuie de photographies du site. L'interdiction d'apporter du feu est matérialisée sur le panneau à l'entrée du site. Les numéros des</p>

<p>services d'urgence et des responsables sont affichés dans le local du gardien. Les consignes d'exploitation et de nettoyage sont affichées.</p> <p>Non-conformité : des informations ne concernant pas la déchetterie de Saint-Aubin figurent sur les consignes d'exploitation (par exemple, le tri des déchets diffus spécifiques [DDS] ou le nettoyage sous le compacteur).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les consignes d'exploitation actualisées, correspondant aux actions à mettre en place en fonction des particularités du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 10 : Prévention des chutes et collisions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité de l'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.</p> <p>I - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les voies de circulation et aires de stationnement sont exemptes de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons.</p> <p>Le site est équipé d'éclairage extérieur à détection automatique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Conformité au dossier d'enregistrement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 1.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets admissibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et</p>

exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 8 juin 2023, complété le 26 février 2024.  
Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, aménagées par le présent arrêté.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il est constaté la présence de déchets de polystyrène contenus dans des big bags.

Dans le dossier de demande d'enregistrement de l'installation, les déchets de polystyrène n'étaient pas prévus.

Un dossier de modification est à produire pour l'acceptation de tels déchets. Leur traitement implique notamment des risques d'incendie, nécessitant possiblement la mise en place de mesures de prévention et de protection supplémentaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit cesser l'accueil des déchets non autorisés, retirer la mention du polystyrène du panneau d'affichage à l'entrée du site et en informer ses usagers par le biais de ses canaux de communication habituels.

Un dossier de porter à connaissance est à produire pour prendre en compte l'acceptation des déchets de polystyrène. L'exploitant indiquera les quantités de déchets de polystyrène maximales stockées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois